



## Chez nous aussi ça gronde.



Ivan Van de Cloot  
Economiste en Chef

Ce qui est souvent le plus marquant dans les commentaires sportifs des jeux olympiques n'est pas l'admiration pour les performances des athlètes d'autres pays mais plutôt la jalousie. De la jalousie parce que eux remportent tant de médailles et pas nous. On y associe souvent les retombés économiques. On mentionnera d'un seul souffle que la chine remporte sa centième médaille dont 51 d'or et qu'elle se développe tant qu'elle est en passe de devenir une super puissance. La jalousie sportive n'a probablement rien de noble mais est compréhensible. La jalousie économique par contre est déplacée. Parceque s'il est vrai que chaque médaille que la chine gagne est une médaille de moins pour les autres pays, son succès économique ne se fait pas nécessairement au détriment des autres. Plus de croissance en chine pourrait créer des opportunités pour notre économie.

Cette jalousie face à la Chine est pour nous plutôt nouvelle; entre l'Europe et les États-Unis par contre un tel antagonisme est déjà plus ancien. Jusqu'il y a peu une partie de l'élite européenne ne regardait qu'avec un malin plaisir la malchance économique aux états unis. La crise immobilière qui a dégénéré en une crise de crédit a été pour eux une suite acceptable à ce qu'ils considèrent comme l'arrogance économique des américains. Il est vrai que le système financier américain s'est foutu dans un sacré pétrin, mais le sourire des européens envieux pourrait bien être de courte durée.

Une première pilule difficile à avaler est le rétrécissement de l'activité économique dans la zone euro de 0,2% dans le deuxième trimestre. Ceci pendant que la croissance aux États-Unis, sur base trimestrielle, atteint encore 0,5 %. À côté de la faible performance de la zone euro, il faut aussi tenir compte du fait que le contrôle de la divergence dans l'union monétaire est difficile.

Ainsi par exemple pour l'économie irlandaise, une récession technique est attendue non seulement avec deux trimestres négatifs, mais en-plus l'activité économique totale en 2008 devrait être plus basse qu'en 2007. Ceci a bien entendu un rapport avec les problèmes dans le marché de logement qui ne sont donc pas limités aux États-Unis. L'économie espagnole risque aussi de se retrouver en difficultés, et celle-ci compte pour un huitième de la zone euro. Le secteur espagnol de la construction a explosé pendant ces dernières années avec une part de 20% de l'emploi. Un chavirement de ce secteur peut donc causé des dommages importants. Alors que la crise immobilière anglaise et américaine a considérablement affaibli leurs monnaies, cette option pour relâcher un peu de pression n'est plus disponible pour l'Espagne ou l'Irlande. En plus le taux d'intérêt a été abaissé drastiquement aux Etats-Unis en réponse à la crise. Il est clair que les propriétaires espagnoles ne peuvent pas compter sur la sympathie de la Banque Centrale Européenne (BCE) face à leur mal. La BCE par ses politiques vise le développement de l'économie dans son ensemble et ne peut pas vraiment tenir compte des aléas d'un état membre individuel.

Et voici la différence délicate entre l'Amérique et l'Europe. Les mécanismes d'adaptations macroéconomiques pour les états membres individuels de la zone euro ne sont que très limités. Des chercheurs ont calculé que l'Espagne aurait besoin d'une injection de 500 milliards d'euro comme antidote pour la crise immobilière. Et c'est ainsi que l'Espagne tombe entre deux bords.

Si elle avait encore une politique monétaire autonome elle pourrait compter sur le taux d'intérêt ou une dévaluation. Un pays asiatique avec un taux d'échange à parité fixe avec le dollar pourrait quant-à-lui compter sur l'aide du Fond Monétaire International. En tant que membre de la zone euro l'Espagne ne peut compter sur aucun des deux. Remarquez que l'aide du FMI à l'Espagne serait certainement allé de pair avec des conditions économiques, comme l'abandon de l'indexation de fait des salaires à l'inflation.

“  
**Aux Etats-Unis il y a des transferts importants entre les états en surchauffe économique et ceux en crise.**  
 ”

Depuis le début de la zone euro on met en garde contre le sérieux danger d'instabilité qui menace une union monétaire si des transferts explicites ne sont pas possibles quand un choc asymétrique touche plus un pays que les autres membres de l'union monétaire. Depuis le début de la zone euro on met en garde contre le sérieux danger d'instabilité qui menace une union monétaire si des transferts explicites ne sont pas possibles quand un choc asymétrique touche plus un pays que les autres membres de l'union monétaire. Les cours d'histoire économique nous apprennent d'ailleurs que les unions monétaires ne tiennent jamais bon parce qu'il est très difficile de trouver une base solide pour une politique économique supranationale. Aux Etats-Unis il y a des transferts importants entre les états en surchauffe économique et ceux en crise.

## Chez nous aussi ça gronde.

Les économistes ont toujours su que ceci était une bombe à retardement sous l'Union Monétaire Européenne. Que les politiciens espéraient pouvoir repousser pour une durée indéterminée ce sujet délicat pourrait bien s'avérer être de l'espoir en vain. La crise dans laquelle se trouve depuis plusieurs années le projet européen (voyez avec le rejet du projet de Constitution Européenne) rend le futur développement de la structure économique politiquement impossible; mais ceci pourrait bien, dans de prochaines années, nous revenir en pleine figure tel un boomerang.

Ivan **Van de Cloot**  
Economiste en Chef

---

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.  
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL  
Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles  
T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69  
info@itinerainstitute.org [www.itinerainstitute.org](http://www.itinerainstitute.org)